

PRINCIPES DU SYSTEME ECONOMIQUE ISLAMIQUE ♦

Sami AL-SUWAILEM *

INTRODUCTION

Toute théorie économique est concernée par deux objectifs: 1) La création de richesses, 2) La répartition des richesses. Par ailleurs, les systèmes économiques à travers le monde et l'histoire comprennent deux secteurs essentiels : un secteur à but non lucratif et un secteur à but lucratif. La richesse est en grande partie créée dans les marchés ou dans le secteur à but lucratif. Le secteur non lucratif se préoccupe essentiellement de la répartition des richesses.

Ce papier affirme que le secteur non lucratif est nécessaire au bon fonctionnement du marché. Sans ce secteur, la création de richesses sera fortement entravée voire inversée. Les activités non lucratives sont nécessaires, non seulement pour des raisons d'ordre moral, mais aussi pour l'efficacité du marché. Le système économique islamique sera mieux compris si les deux piliers de l'économie, les secteurs à but lucratif et à but non lucratif, sont examinés ensemble. Les principes essentiels de l'économie islamique, tels que nous allons les présenter ci-dessous, font la

♦ Cet article est une traduction de la version anglaise « Tenets of the Islamic Economic System » publiée dans *M. Kahf (ed.), Encyclopedia of Islamic Economics, London, 1430H (2009), Vol. II, pp.97-105.*

* Economiste supérieur et Directeur du Centre de Développement des Produits Financiers Islamiques de la Banque Islamique de Développement.

distinction entre les deux secteurs tout en satisfaisant aux conditions requises pour l'efficacité du marché. Les deux secteurs conjoints sont nécessaires au bien-être total de la société humaine.

Le présent article est divisé en trois parties. La première partie présente les arguments économiques soutenant la nécessité de disposer d'arrangements hors marché et d'avoir des motifs non égoïstes pour une bonne performance du marché. La deuxième partie présente les règles et principes islamiques qui régissent la relation entre les deux secteurs. La troisième partie montre comment les deux secteurs sont nécessaires au bien-être de la société. La quatrième partie est la conclusion.

I. Pourquoi les marchés ont-ils besoin d'activités hors marché ?

Il convient de clarifier d'abord une certaine terminologie : une activité hors marché ou non lucrative est une transaction au cours de laquelle un agent renonce à un gain économique positif légitime, qu'il soit réel ou potentiel. La donation en est un exemple simple. Une telle activité œuvre à la redistribution des richesses mais ne crée pas de richesses pour les deux parties concernées, elle ne les crée que pour le bénéficiaire. Une activité lucrative est une transaction au cours de laquelle chaque partie recherche son propre gain. Le commerce en est l'instrument le plus commun.

Les valeurs morales comme l'honnêteté et la sincérité sont essentielles à toutes les transactions économiques. Il n'est pas difficile de savoir pourquoi les marchés font faillite lorsque les agents ne se font pas confiance mutuellement. Mais nous entendons plus que cela par une transaction non lucrative : il s'agit de renoncer à un gain économique même si ce gain peut être obtenu sans tricherie ni mensonge.

I.1 Coordination

Supposons que les citoyens d'une ville nouvellement créée souhaitent établir un marché pour le commerce de biens et services. Il existe deux endroits convenables : le Nord et le Sud. Naturellement, les citoyens du Nord servent ceux qui vivent au Nord mieux que ceux qui vivent au Sud. Le contraire est valable pour le Sud. Le tableau ci-après présente les gains d'un représentant de chaque groupe.

		Nordistes	
		Nord	Sud
Sudistes	Nord	10, 15	0, 0
	Sud	0, 0	15, 10

Si les deux groupes choisissent le même endroit, ils réaliseront tous un gain positif. Les nordistes gagneront toutefois 15 et les sudistes 10 si l'endroit choisi est au Nord. De même, les sudistes feront un gain de 15 et les nordistes un gain de 10 si l'endroit choisi est au Sud. Cependant, s'ils ne tombent pas d'accord, les coûts du commerce seront tellement élevés que leur gain net sera égal à zéro. C'est ce que l'on appelle un jeu de coordination (avec des profits asymétriques). A moins que les deux groupes ne s'accordent pour coordonner leurs choix, ils perdront tous. Bien entendu, un des groupes ou les deux doivent renoncer à quelque chose pour que le marché puisse fonctionner efficacement. S'ils ne renoncent pas volontairement à une partie de leur gain potentiel, ils finiront par se retrouver sans gain du tout. En d'autres termes, sans une action non lucrative, le marché fera faillite. Le même argument s'applique à toutes les normes civiles et politiques, que ce soit dans le domaine des communications, du transport ou ailleurs. En fait, la capacité de coordonner les normes sociales est une caractéristique des sociétés civilisées. Une autre forme de jeu de coordination est présentée dans le tableau ci-dessous.

		Joueur 2	
		H	L
Joueur 1	H	10, 10	0, 5
	L	5, 0	5, 5

Chaque joueur peut choisir H ou L. L'équilibre est atteint lorsque les deux joueurs choisissent la même stratégie (H, H) ou (L, L). Cependant les gains des deux joueurs sont plus élevés dans l'équilibre (H, H) par rapport à (L, L). Pourquoi alors les joueurs choisiraient-ils le résultat inférieur (L, L) ? Si le premier joueur n'est pas certain que le choix du deuxième joueur portera sur H, alors il ferait mieux de choisir L. En effet, le choix de H est risqué : si le deuxième joueur ne joue pas H, le premier joueur se retrouve avec zéro. Mais jouer L garantit au premier joueur un rendement certain de 5. Ce jeu peut survenir dans plusieurs contextes économiques. Par exemple, les producteurs peuvent choisir des niveaux de production élevés ou bas. Si

la demande des consommateurs est également élevée, ils seront tous dans une situation plus avantageuse, avec une économie qui s'accroît générant la création de plus d'emplois et de bénéfices. Toutefois, si les producteurs n'ont pas confiance en la demande, ils restent à un faible niveau de production qui mène à une économie faible (ou une récession).

Un exemple similaire, illustré par le tableau ci-dessous, est celui de la course aux dépôts bancaires. Si les déposants estiment que les autres déposants maintiendront leurs dépôts d'investissement auprès de la banque (choisir M), ils feraient mieux de choisir M, et de gagner par conséquent de meilleurs bénéfices à l'échéance. S'ils ont des raisons de croire que les autres peuvent choisir de retirer leurs dépôts plus tôt (choisir R), ils feraient mieux de retirer les leurs également. Ceci devient pratiquement une prophétie qui se réalise. Si les déposants parviennent à coordonner leurs choix, ils se retrouvent tous dans une situation plus avantageuse. De même, si les producteurs et les consommateurs (de l'exemple précédent) arrivent à coordonner leurs décisions, ils se retrouvent dans une situation plus avantageuse.

		Déposant 2	
		M	R
Déposant 1	M	15, 15	4, 10
	R	10, 4	7, 7

Toutefois, la coordination ne peut se baser sur le simple intérêt personnel. Les agents doivent renoncer volontairement à certains de leurs gains potentiels ou alors prendre des risques afin d'obtenir les résultats recherchés. L'absence de coordination peut essentiellement expliquer le retard de croissance et de développement dans plusieurs pays. Les problèmes de coordination peuvent être très complexes au niveau de la société, à tel point que les mécanismes du marché ne peuvent pas les résoudre. En raison des équilibres multiples, l'économie pourrait stagner dans un équilibre inefficace pendant longtemps. La coordination dans les équilibres multiples est un facteur déterminant dans l'évolution des institutions sociales. Les institutions, de par leur conception, requièrent des dispositions non égoïstes, pour être appréciées par la société. La résolution des problèmes des équilibres multiples nécessite par conséquent la « rationalité sociale », par laquelle l'intérêt de la société prime sur l'intérêt personnel, contrairement aux marchés où la « rationalité individuelle » prévaut. Ceci montre pourquoi les activités non lucratives sont essentielles à la réalisation d'un meilleur

équilibre économique. (Voir : Camerer, 2003; Cooper, 1999; Hoff et Stiglitz, 2001; Matsuyama, 1998; Myerson 2004; Ochs, 1995).

I.2 Dilemme des prisonniers

Le jeu du dilemme des prisonniers permet également d'illustrer l'utilité économique des actions non égoïstes. Dans ce jeu, si les deux parties décident de coopérer, chacune obtient 15. Si la partie A se rétracte et la partie B coopère, A obtient 20 et B obtient 5 seulement, et vice-versa. Si les deux parties se rétractent, chacune obtient 7. Le problème qui se pose ici est que, si B coopère, alors A ferait mieux de se rétracter et vice-versa. Prévoyant ce comportement, les deux parties pourraient choisir de se rétracter et finir avec des gains moins importants que si elles avaient coopéré. Le Dilemme des Prisonniers reflète le conflit entre la rationalité de l'individu et la rationalité de groupe, qui est généralement considéré comme un des « dilemmes sociaux ». L'exemple suivant illustre le cas des producteurs dans une certaine industrie ayant intérêt à maintenir les prix à un certain niveau afin d'avoir assez de marges sur leurs ventes.

		Producteur B	
		Coopère	Se rétracte
Producteur A	Coopère	12, 12	8, 15
	Se rétracte	15, 8	10, 10

Mais ceci pourrait inciter certains à baisser leurs prix et à vendre moins cher sur le marché, augmentant ainsi leurs bénéfices aux dépens des autres. Si cela est prévu à l'avance, ils pourraient parvenir à réduire tous leurs prix et finir par avoir des bénéfices plus bas. Pour obtenir l'équilibre (12, 12), les joueurs doivent abandonner l'extra 3 assez tentant généré par la rétractation. Le dilemme se pose également dans les jeux de statut, c.-à-d. lorsque les agents dépensent de l'argent simplement pour améliorer leur position par rapport aux autres. Si les autres font pareil, ils se retrouvent tous dans la même position relative, mais après avoir perdu ce qu'ils ont dépensé. Leur situation aurait été plus avantageuse s'ils avaient coopéré et renoncé à la préférence pour un statut relatif. Le même dilemme se pose pour la course aux armements.

Les problèmes du passager clandestin peuvent être considérés comme un jeu de Dilemme des prisonniers, mais avec plusieurs joueurs, comme dans le problème de la « tragédie des ressources d'usage public ». Supposons

qu'il y ait une ressource publique (une rivière, un puits d'eau ou simplement de l'air pur) à laquelle les producteurs ont une égalité d'accès. Le tableau ci-dessous montre les avantages d'une minorité de la communauté jouant contre le reste (l'avantage de la majorité est omis). Si tous les membres de la communauté utilisent la ressource de manière judicieuse, ils y gagneront tous. Mais pour certains, il est tentant de surexploiter les ressources publiques, permettant ainsi à la minorité d'avoir des rendements supplémentaires aux dépens de la majorité. Le problème du passager clandestin suit la même logique de « l'erreur de généralisation » : ce qui pourrait marcher pour certains rendrait tout le monde plus malheureux si cela est adopté par tous. (Heap et Varoufakis, 1995; Kollock, 1998)

		Majorité	
		Coopère	Se rétracte
Minorité	Coopère	10	2
	Se rétracte	15	5

La coopération s'établit et peut se renforcer davantage lorsque les agents considèrent les autres comme assez semblables à eux. Dans ce cas, les agents sont très susceptibles de traiter les autres de la façon dont ils préfèrent être traités, évitant ainsi l'erreur de généralisation. Les études montrent que les vrais jumeaux sont plus susceptibles d'œuvrer en coordination pour résoudre des problèmes que les faux jumeaux. Ceci est en conformité avec la sagesse ancienne "Do to others what you would have them do to you" (Faites aux autres ce que vous aimeriez qu'ils vous fassent) (Poundstone, 1992; Rapoport, 1960; Wilson, 1997). Nous verrons plus tard comment ce principe est lié aux principes islamiques.

1.3 Rendements croissants

La théorie néoclassique considère les technologies de production comme étant convexes et donc ayant des rendements décroissants à l'échelle. C'est-à-dire que le fait d'investir plus de capital dans le même projet produit, à la limite, moins de rendements. Ce qui signifie que les riches ne deviennent pas plus riches ; le système est stable et il n'y a aucune raison de s'inquiéter quant à la répartition des richesses. Mais la réalité aussi bien que les développements récents constatés dans la théorie économique soulèvent de sérieux doutes eu égard à cette conclusion. Les technologies et le mécanisme du marché ont tendance à montrer des rendements croissants, un résultat bien connu du point de vue de la valeur de la spécialisation et de la

division du travail. La rentabilité de la spécialisation implique des rendements croissants : Plus quelqu'un se spécialise dans un certain domaine, meilleurs sont sa productivité et son rendement (Voir : Heal, 1999; Barabasi, 2002).

Cependant, les rendements ne peuvent continuer de s'accroître indéfiniment. Au-delà d'un certain point, ils baissent de manière drastique, causant ainsi une stagnation économique. Un système de transfert de richesses est donc nécessaire pour éviter le « triste » sort de la concentration des richesses. Un tel système fonctionnerait de manière continue pour atténuer la concentration des richesses résultant des marchés, et mener à de meilleurs résultats économiques et sociaux.

1.4 Demande globale

Même pour des raisons purement théoriques, le caractère individualiste des agents économiques ne parvient pas à générer des emplois ayant des propriétés économiques utiles pour satisfaire la demande globale, à moins que tous les agents n'aient les mêmes préférences. En particulier, les biens les plus élémentaires de la demande, la relation négative de la demande par rapport aux prix (la loi de la demande), ne peuvent être obtenus de la rationalité individuelle. Selon Hildenbrand et Kirman (1988), les options « microscopiques » ou « individualistes » ne vont pas aider, et la « microéconomie individualiste » ne permettra pas à la théorie de progresser à cet égard. Pour que la demande globale fonctionne normalement, et soit par conséquent stable, des options non individualistes doivent être imposées, par exemple concernant la répartition des revenus. En d'autres termes, les agents doivent adopter un comportement non égoïste, pour que l'économie globale fonctionne correctement. Ainsi, un comportement normal et la stabilité de la demande globale requièrent des mesures non lucratives.

II. Frontières entre les deux secteurs

Les activités lucratives ne créent des richesses que lorsqu'il existe des opportunités de gain mutuel. Lorsque ces opportunités n'existent plus, alors il est probable que ces activités détruisent les richesses. Regardez combien coûte l'explosion d'une bulle spéculative. Une bulle ne s'échange simplement contre aucune valeur commune - seulement des jeux à somme nulle qui finissent par la destruction des richesses.

Cela signifie que les activités lucratives doivent être restreintes en vue de préserver les richesses. Lorsqu'il est difficile ou impossible d'ajouter de la valeur, la réglementation des activités lucratives ouvre la voie au secteur non lucratif. Dans ce cas, les activités non lucratives transféreront les richesses, de manière sélective, à ceux qui sont plus susceptibles de les utiliser avec sagesse, c.-à-d. de générer de nouvelles opportunités de création de richesses. En d'autres termes, le secteur non lucratif est nécessaire à la protection des richesses tirées des activités lucratives nuisibles. La dimension correcte des deux secteurs permet aux activités lucratives de créer des richesses alors que les activités non lucratives les conservent. Par conséquent, les deux secteurs se complètent et renforcent mutuellement leur fonctionnement normal. Pour que le secteur non lucratif prospère, il faudrait limiter les transactions lucratives et bien définir les frontières entre les deux secteurs (qui doivent donc être bien définies). Sans ces frontières, les incitations au gain pourraient développer le marché et absorber le secteur non lucratif ou le réduire de manière considérable.

Les règles islamiques du comportement des agents économiques servent de base pour faire une nette distinction entre les deux domaines. Les quatre des règles les plus importantes sont : (1) l'obligation de la *Zakat*, (2) l'interdiction de l'*Israf*, (3) l'interdiction du *Riba* et (4) l'interdiction du *Gharar*. Par ailleurs, les principes islamiques établissent la base d'un comportement coopératif pour les deux secteurs lucratif et non lucratif. Nous allons d'abord commencer par cet aspect, avant d'examiner les règles de comportement mentionnées ci-dessus.

II.1 Principe de la Fraternité

Comme souligné plus haut, il est essentiel de mettre en exergue la similarité des agents pour résoudre les conflits et promouvoir la coopération. La similarité apporte la compassion; la compassion mutuelle entretient à son tour la confiance qui est essentielle à la coopération. Notez que la similarité à elle seule ne favorise pas la coopération ; c'est une compassion mutuelle qui provoque la confiance et donc la coopération.

D'un point de vue islamique, le principe de la Fraternité reflète suffisamment l'essence de la similarité et la compassion mutuelle nécessaires à la coopération. Le Prophète Muhammad, Paix et Salut sur Lui, a dit : « Aucun de vous ne sera un véritable croyant s'il ne veut pas pour son frère ce qu'il veut pour lui-même. » [4]. Le principe de la Fraternité remplace

l'individualisme et le communisme en tant que philosophie sociale (Idris, 2008). La Fraternité, à son tour, découle de l'Unicité de Dieu (Chapra 1992, pp. 25, 206). Ainsi, nous pouvons voir comment la croyance fondamentale en Dieu se concrétise en un système qui soutient la coopération et la coordination dans l'économie.

Les activités non lucratives peuvent être considérées comme des efforts visant à réduire la dissemblance entre les membres de la communauté. Par exemple, les donations aident à réduire la concentration des richesses et à réduire ainsi l'asymétrie de la répartition des richesses. La Fraternité suppose une similitude assez suffisante pour provoquer la compassion et donc la coopération. Mais cela suppose également une diversité suffisante pour permettre la spécialisation et par conséquent le commerce, comme nous le verrons plus tard. Ainsi, ce principe est assez riche pour permettre les deux activités, lucrative comme non lucrative, mais il établit clairement l'ordre d'importance : la similitude et la compassion sont la base de la relation et prévalent donc en cas de conflit. Il n'est pas exagéré de dire que la société est fondée sur la coopération. En conséquence, le secteur non lucratif constitue le fondement de l'économie, et la taille du secteur reflète la valeur que la société accorde à la coopération.

11.2 Zakat

Nous avons déjà vu que les rendements croissants sont assez communs dans le monde réel, et que par conséquent la concentration des richesses découle d'un fonctionnement normal du marché. Le problème des "riches qui deviennent plus riches" n'est pas le résultat d'une conspiration ou d'une mauvaise pratique ; il découle naturellement de la non convexité du monde où nous vivons.

Comme nous l'avons déjà souligné, les rendements croissants pourraient entraîner des rendements volatils et donc la stagnation de l'économie. La *Zakat* est un système de transfert moral qui remédie à la concentration des richesses. Ce devoir renforce les relations sociales et l'efficacité économique.

L'approche islamique des effets secondaires négatifs du marché ne consiste donc pas à rejeter tout le mécanisme du marché, comme le fait le communisme. Elle ne s'attend pas non plus à ce que le marché, d'une façon ou d'une autre, résolve ses propres problèmes, comme pour le capitalisme.

« Un problème ne peut être résolu au niveau où il a été créé », comme l'aurait souligné Einstein. Par contre, l'approche islamique doit remédier aux effets secondaires du marché en prenant en compte un niveau supérieur, celui du secteur non lucratif. Ainsi, l'économie islamique réalise le meilleur des deux mondes.

11.3 *Israf*

Israf signifie des dépenses excessives et improductives. L'interdiction de l'*Israf* est une mesure de morale ou d'éthique. Bien que les contrats concernés puissent être parfaitement légaux d'un point de vue islamique, la façon dont ces contrats sont appliqués doit être telle qu'ils puissent créer et non détruire la valeur. L'excédent de dépenses, de consommation ou d'investissement, est par conséquent réglementé du point de vue éthique. Cette réglementation oriente l'excédent de richesses vers le secteur non lucratif. Lorsque les richesses sont transférées sur une base philanthropique, elles sont orientées vers les personnes les plus nécessiteuses, et donc il y a là une utilisation plus efficace des richesses.

L'excédent de dépenses d'investissement crée des bulles qui finissent par éclater, et d'importantes quantités disparaissent tout simplement. Dans les marchés de produits de base, des possibilités de profit limitées amènent les commerçants à trop dépenser dans la publicité pour convaincre les consommateurs d'acheter plus. Ce qui conduit à un consumérisme et à des dépenses excessives qui donnent lieu à la pratique des jeux de statut. Les agents à ce niveau dépensent plus pour améliorer leurs positions relatives dans la société que pour répondre à leurs propres besoins. Les jeux de statut sont des jeux à somme nulle. Comme les autres agents dépensent trop pour combler le retard, ils retournent tous à leur position relative initiale, mais seulement après avoir perdu d'importantes sommes d'argent.

En outre, le consumérisme implique plus d'emprunts, d'où un surendettement. Au fur et à mesure que les dettes s'accumulent, il devient de plus en plus difficile pour les consommateurs de continuer à dépenser. Le résultat en est la récession qui est une perte pour tous. De nouveau, les richesses finissent par être détruites plutôt que d'être créées. Lorsque les opportunités de croissance se réduisent, l'excédent de richesses sera orienté vers des activités non lucratives. Cela stabiliserait la demande, en particulier concernant les articles qui ne sont pas de luxe, car les moins privilégiés pourraient satisfaire leurs besoins. Au lieu de dépenser plus dans la publicité et de pousser les consommateurs à s'endetter davantage pour maintenir la

demande, les transferts non lucratifs mènent à de meilleurs résultats à faibles coûts.

II.4 *Riba*

A travers l'histoire, l'intérêt sur les prêts, ou usure, a été soumis à diverses formes de réglementations, religieuses ou autres. Toutes les religions monothéistes interdisent formellement de prendre un intérêt sur un prêt. Dans l'économie islamique, un prêt est considéré comme une activité non lucrative : il crée des richesses pour l'emprunteur mais pas pour le prêteur. Le remplacement de cette fonction de prêt par le *Riba* a de graves inconvénients sur la création et la répartition des richesses. L'erreur de généralisation montre comment le *Riba* produit un effet négatif sur la création de richesses. Le mécanisme de rétroaction positive montre comment il influe sur la répartition des richesses. Nous en discuterons.

Erreur de généralisation

L'erreur de généralisation se produit lorsqu'une certaine action profite à l'individu mais est nocive pour le groupe si chacun l'adopte. Elle constitue un « dilemme social » où l'intérêt de l'individu s'oppose à celui du groupe, tel que souligné plus haut. Les anciens ont pensé à la solution : « Faire pour les autres ce que vous aimeriez qu'ils fassent pour vous ». Cela a été confirmé par les enseignements du Prophète, paix et salut sur Lui. Plus d'un millénaire plus tard, Emmanuel Kant est parvenu à la même conclusion : le comportement éthique est ce qui peut être universalisé.

Pour voir comment le prêt fondé sur l'intérêt implique l'erreur de généralisation, supposons que l'emprunteur, au lieu d'utiliser le prêt de manière productive, décide de prêter à nouveau le principal à un autre agent, avec intérêt, et que le deuxième emprunteur décide de faire la même chose, etc. Cela serait-il possible ? La réponse est tout simplement non. Si chaque agent 're-prête' le principal avec intérêt, sur quoi l'intérêt serait-il remboursé ? L'on doit produire la richesse afin de rembourser le principal plus l'intérêt. Si les richesses ne sont pas créées, il sera impossible de rembourser l'intérêt. Alors que certains agents peuvent vivre du prêt avec intérêt, si chacun procède de même, l'économie s'effondrera. Les gens ne peuvent pas vivre sur les intérêts de leur endettement mutuel (Daly, 1996). Ceci fait écho à ce qu'Al-Razi (1209) et les autres érudits musulmans ont

déclaré il y a très longtemps [1], [2]. En conséquence, le prêt avec intérêt, en tant que tel, n'est pas une activité créatrice de richesse.

La thésaurisation constitue un autre exemple intéressant de l'erreur de généralisation. Un individu pourrait gagner en thésaurisant, mais si chacun procède de la même façon, l'économie s'effondrera. Il n'est donc pas surprenant que la thésaurisation et le prêt avec intérêt soient interdits dans l'économie islamique. Ce sont deux formes d'erreur de généralisation, et elles ne sont par conséquent pas viables au niveau de la société. Cela montre comment la Zakat (en tant que mesure contre la thésaurisation) et l'interdiction du Riba ont la même logique. Veuillez noter que le prêt sans intérêt n'implique pas l'erreur de généralisation. Si le même principal est « reprêté » maintes et maintes fois, théoriquement il peut être remboursé sans difficulté. Mais dans ce cas, aucune richesse ne sera créée. Cela montre clairement que le prêt en lui-même n'est pas un instrument de création de richesse. Il est perspicace de comparer le prêt au commerce, et de voir toute la différence qui existe entre les deux pratiques par rapport à la création de richesses. Le commerce est un échange de deux contrevaleurs différentes. Un prêt est un échange de deux contrevaleurs identiques. La différence entre les contrevaleurs échangées est ce qui permet la spécialisation. Un agent qui est bon en agriculture peut se spécialiser dans la production agricole et ensuite vendre l'excédent de produits pour acheter des habits fabriqués par un autre agent spécialisé dans ce domaine. La même logique s'applique aux pays eu égard au commerce international. Le commerce tire par conséquent partie des avantages comparés des agents ou des pays, ce qui permet d'obtenir des gains du commerce et donc de créer des richesses.

Le prêt par contre ne favorise pas la spécialisation. Un prêteur obtient exactement ce qu'il a cédé. Le prêt ne facilite donc pas l'allocation productive de ressources. Une économie peut donc vivre et vit du commerce, mais ne peut pas vivre de l'intérêt sur un endettement mutuel. L'interdiction de l'intérêt sur le prêt, transforme tout simplement un prêt en un instrument non lucratif, et aide ainsi le bénéficiaire (emprunteur), sans générer des revenus pour le donateur (prêteur). De cette façon, un prêt est accordé aux nécessiteux, ce qui améliore le bien-être sans pour autant réduire la productivité. Etant donné que le prêt basé sur l'intérêt implique l'erreur de généralisation, c'est une autre forme de « tragédie des biens communs » reproduite par le jeu du dilemme des prisonniers discuté plus haut. Sur la base des discussions ci-dessus sur la nature du commerce, nous

pouvons présenter le jeu comme un choix pour commercer (coopérer) ou prêter avec intérêt (se rétracter).

		Majorité	
		Commercer	Prêter
Minorité	Commercer	10	- 2
	Prêter	12	0

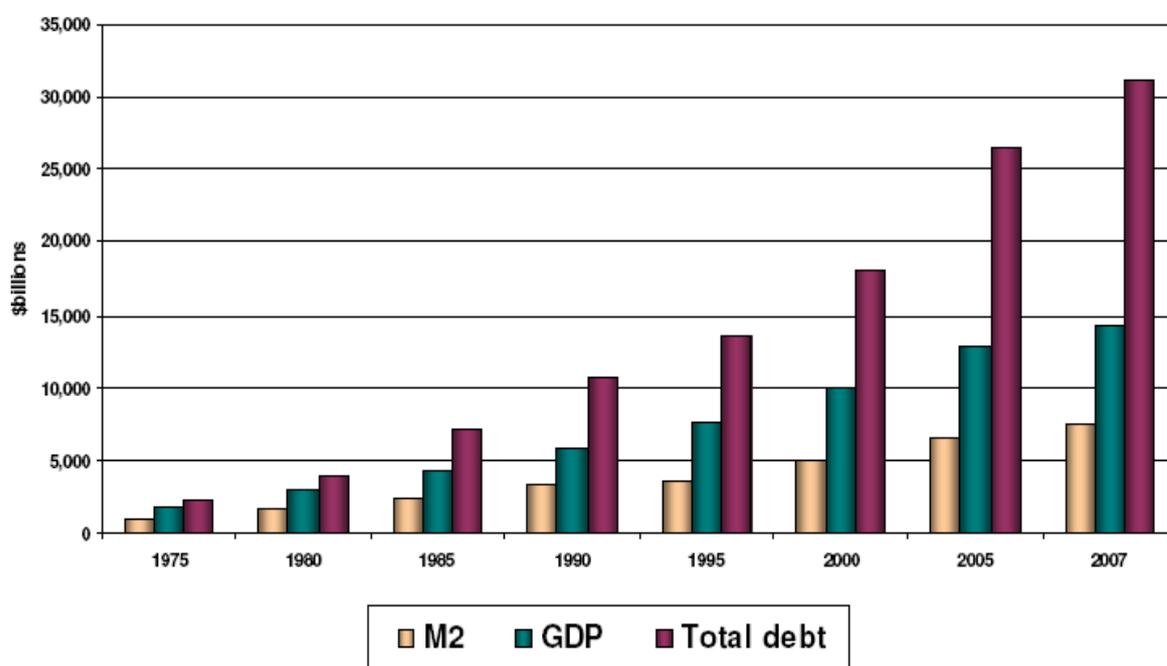
Si un agent choisit de commercer, il engage des dépenses et court des risques d'appropriation et de spécialisation. Si tous les agents choisissent de commercer, ils seront tous riches. Mais certains sont tentés de prêter avec intérêt (et de gagner 12 au lieu de 10), tant que les autres s'occupent du commerce et de la production. Toutefois, s'ils font tous la même chose, ils obtiendront un gain nul. Si quelques agents font du commerce alors que la plupart de ceux qui restent accordent des prêts, les premiers supporteront les coûts nets (-2) de l'exercice d'activités productives en solitaire. En interdisant l'intérêt, la tentation de passer du commerce au prêt est éliminée (vu que le profit devient moindre ou tout au plus égal à 10), assurant ainsi le meilleur résultat.

Rétroaction positive

Probablement, le plus important dans l'intérêt ou *riba*, c'est qu'il permet à la dette de s'accroître de manière exponentielle. La croissance exponentielle de la dette dépasse forcément la croissance de la richesse réelle, ce qui laisse supposer que les services de la dette doivent être plus élevés que le revenu gagné. Le système n'est donc pas durable ; les faillites, les récessions et les dépréciations monétaires seront des réactions naturelles pour corriger les déséquilibres du système. Selon Herman Daly (1996):

Etant donné que la richesse ne peut pas sans cesse s'accroître aussi rapidement que la dette, la relation personnalisée entre les deux sera rompue à un certain moment - il doit y avoir une annulation de la dette. La rétroaction positive des intérêts composés doit être contrebalancée par les forces agissantes contraires de l'annulation de la dette telles que l'inflation, la banqueroute ou la taxe spoliatrice, qui engendrent toutes la violence. Les stéréotypes considèrent ces processus comme pathologiques, mais acceptent les intérêts composés comme normaux. La logique requiert toutefois que nous limitions les intérêts composés ou alors que nous acceptions comme normal et nécessaire un ou plusieurs mécanismes contrecarrant l'annulation de la dette. (p. 179).

L'intérêt n'est donc pas simplement un prix, c'est un mécanisme pour la croissance de la dette et l'autoreproduction indépendante de la richesse. La dette s'accroît avec le temps. Bien entendu, ceci ne s'applique pas aux richesses dont la création nécessite un travail dur et l'intelligence. Dans la mesure où la richesse ne peut pas soutenir la croissance exponentielle, comme l'a si bien souligné Daly, les intérêts composés font que la dette s'accroît plus rapidement que la richesse, causant ainsi des instabilités et des cycles. Les économies capitalistes ont par conséquent une tendance naturelle à « la fragilité financière », notamment la vulnérabilité aux cycles et crashes économiques causés par des niveaux d'endettement élevés (Minsky, 1982). La croissance de la dette devient source de préoccupation pour les pays industrialisés (Afonso et C. Rault, 2007). Le graphique ci-après montre la dette nationale totale non financière des Etats-Unis comparée à l'agrégat M2 et au PIB nominal, pour les années 1975-2007.



Argent et dette aux Etats-Unis

Source: www.federalreserve.org; alfred.stlouisfed.org

Le graphique montre que la dette totale s'accroît plus rapidement que le M2 et le PIB. La dette s'est accrue de 2,3 trillions de dollars en 1975 à 31,2 trillions de dollars en 2007. Le M2 et le PIB s'accroissent de 1 et 1,8

trillions de dollars à 7,5 et 14,2 trillions de dollars, respectivement. Le taux de croissance annuel moyen pour la période de 1975 à 2007 est de 19% pour le M2, 21% pour le PIB, mais de 39% pour la dette. La dette doit être remboursée en argent, mais le graphique montre qu'il devient de plus en plus difficile de la rembourser. L'argent disponible, même lorsqu'il est ajusté par la vitesse de sa circulation (multiplier le M2 par sa vitesse de circulation produit un PIB nominal), s'accroît plus lentement que la dette. Le ratio dette-PIB s'est accru de 1,3 en 1975 à 2,2 en 2007, alors que le ratio dette- M2 s'est accru de 2,2 à 4,2 pendant la même période. En réalité comme en théorie économique, la dette doit être limitée pour éviter l'effondrement économique. L'Union européenne demande aux pays membres de réduire la dette de leur gouvernement à moins de 60% de leurs PIB respectifs, et le déficit budgétaire à moins de 3% de leurs PIB respectifs.

En théorie économique, l'optimisation économique nécessite la satisfaction de la contrainte budgétaire inter-temporelle (CBI) ; à savoir que la dépense est limitée par les recettes et les revenus. Tout emprunt provisoire doit être remboursé dans l'horizon de planification. La CBI exclut toute possibilité de financement à la Ponzi : à savoir que l'agent emprunte pour payer ses intérêts sur une dette passée. La CBI est équivalent à la condition du *Non-Ponzi-Game* (NPG) (Blanchard et Fischer, 1989). La condition de NPG requiert qu'avec le temps, la valeur actuelle de la dette disparaisse, ce qui équivaut à la condition de transversalité requise pour le comportement dynamique optimal.

Ainsi, en théorie comme dans la réalité, la dette doit être contrôlée. Les mesures prises dans les économies capitalistes (les conditions de l'UE mentionnées ci-dessus ainsi que les lois de l'usure), sont des règlements ad hoc. Le cœur du problème n'a toutefois pas été abordé. En interdisant les intérêts sur les prêts et en limitant la valeur temporelle du commerce, la dette dans une économie islamique est automatiquement limitée par la création de richesses (Al-Suwailem, 2008). En conséquence, la dette devient un moyen de création plutôt que de destruction de richesses.

II.5 *Gharar*

Dans sa forme puriste, le *Gharar* est un jeu à somme nulle avec des gains incertains. Il est notoire qu'un jeu à somme nulle ne crée pas de richesses. Il transfère simplement les richesses d'une partie (le perdant) à l'autre partie

(le gagnant). En faisant un commentaire sur *Zero-Sum Society* de Lester Thurow (1980), Roy Gardner (1995, p. 37) a écrit :

Aucune valeur ne peut être créée dans un jeu à somme nulle ; les joueurs se prennent toujours à la gorge. Dans une telle société, les changements (positifs) économiques sont quasi impossibles et, lorsqu'ils sont possibles, ils deviennent très coûteux.

Mais pourquoi les gens rationnels joueraient-ils des jeux à somme nulle ? Est-ce l'incertitude des résultats ? Si les deux joueurs connaissent à l'avance le résultat final, le perdant refusera de jouer. Pour cette raison, dans les jeux à somme nulle, les joueurs doivent, soit dissimuler leurs stratégies, soit les rendre aléatoires (Schelling, 1980). Ceci montre clairement comment les jeux à somme nulle favorisent un environnement propice à la supercherie et à l'instabilité. En fait, ces deux maux, le risque et la supercherie, déterminent le sens du terme *Gharar* en Arabe [3]. Ils caractérisent également, dans une large mesure, plusieurs aspects des marchés financiers des temps modernes. (par ex. Partnoy, 2003).

Bien qu'ils soient considérés comme une somme nulle, dans un contexte dynamique, ces jeux finissent par détruire les richesses, et pas seulement de simples transferts à somme nulle. La raison est qu'un joueur perdant ne se contentera pas d'abandonner et de rentrer chez lui. Il recommencera à jouer en usant de tous les moyens possibles pour récupérer ses fonds. Le processus devient par conséquent une guerre plutôt qu'un échange. Comme l'a souligné Gardner, « les joueurs se prennent toujours à la gorge. » Dans un tel environnement, la richesse est plus susceptible d'être détruite. Par ailleurs, en pariant sur les mouvements du marché les pertes augmentent. Une baisse des cours devient une perte non seulement pour les actionnaires, mais aussi pour tous ceux qui ont parié sur la hausse des cours. Plus les paris secondaires sont importants, plus les pertes sont importantes. Les jeux à somme nulle mènent par conséquent à des gains à somme négative, plutôt qu'à une simple somme nulle.

Etant donné que le jeu à somme nulle est un jeu où les deux parties sont en conflit direct, le *Gharar* viole le Principe de la Fraternité énoncé plus haut. Ce raisonnement est explicitement énoncé dans le Coran (4:91) par rapport au Maysir. Rappelez-vous que le *Riba* viole également la Fraternité, vu qu'il mène à l'erreur de généralisation.

Il existe une autre dimension pour les aspects communs des deux concepts. Le *Gharar* peut être considéré comme un risque commercial indépendant des richesses réelles. Le *Riba* peut être considéré comme le commerce du temps indépendamment de la création de richesse. Or, le risque et le temps sont les deux faces de la même pièce. Ainsi, le *Gharar* et le *Riba* partagent tous deux la même structure et sont donc interdits par l'islam (Al-Suwailem, 2006).

III. Pourquoi avons-nous besoin des secteurs lucratif et non lucratif ?

Jusqu'ici, nous avons soutenu que le secteur sans but lucratif est nécessaire au fonctionnement normal du marché et qu'il a un rôle plus important à jouer à côté du secteur à but lucratif. Il n'est pas difficile de réaliser que le revenu et les biens matériels contribuent au bonheur et au bien-être des êtres humains. Au cours des dernières décennies, la recherche a toutefois montré, sans aucun doute, que les biens matériels ne suffisent pas. Ils contribuent largement au bonheur jusqu'à un certain degré, ainsi qu'à la satisfaction des besoins fondamentaux. Mais au-delà de cela, leur contribution est minimale. Au cours de la deuxième moitié du siècle dernier, le revenu personnel moyen a plus que doublé à l'Ouest, mais le bonheur a stagné.

Ce résultat s'explique en partie par « l'adaptation » : Au delà des besoins fondamentaux, nous nous adaptons à nos conditions de vie matérielles. Pour être heureux, nous devons relever les normes. Si les normes sont relevées et les revenus accrus, nous nous sentons heureux pendant un certain temps, et nous nous y adaptons ensuite ; il nous faut donc relever les normes, et restaurer à nouveau le bonheur, et ainsi de suite. Nous nous adaptons au revenu qui s'accroît et recherchons même un accroissement plus important des revenus pour rétablir le bonheur. C'est la mesure de « l'attachement morbide » au revenu. En outre, au delà des besoins fondamentaux, les gens commencent par comparer leur situation matérielle avec celle de leurs pairs ou groupe de référence. Ainsi, même si le revenu de chacun est doublé, son niveau de bonheur reste le même. Mais si le revenu s'accroît de 20% pour certain et de 40% pour d'autres, le premier groupe sera moins heureux que dans sa situation initiale sans accroissement de revenu. La situation du jeu rendra les gens moins heureux. Ce dilemme ne peut être résolu si les préférences matérielles constituent la seule source principale de bonheur. Comme il fallait s'y attendre, les hommes ont des préférences non matérielles qui sont une précieuse source de bonheur. Parmi ces

préférences, on note celle du « donner » et l'attitude bienveillante. Comment ces préférences interagissent-elles avec les préférences matérielles ?

Le « donner » produit deux effets : la satisfaction directe de l'attitude bienveillante d'une part ; et de l'autre, la réduction temporaire du revenu ou des richesses, ce qui rompt le processus adaptatif qui freine le bonheur du revenu. De plus, en « donnant », on détourne son attention des pairs vers un groupe moins privilégié de la société, ce qui sape le jeu de statut à somme nulle (Voir Layard, 2005, et Lane, 2000). En somme, les activités non lucratives jouent un double rôle dans le renforcement du bonheur : l'un à travers leur satisfaction directe, l'autre en rompant le processus adaptatif du revenu et en sapant les jeux de statut, d'où une meilleure satisfaction avec le même niveau de revenu.

IV. Conclusion

En théorie comme dans la réalité, l'économie ne peut fonctionner normalement si elle est uniquement motivée par le profit. Les marchés ne peuvent jouer le rôle que l'on attend d'eux sans coordination et coopération, ce qui requiert nécessairement des mesures non lucratives.

L'économie islamique représente un système de valeurs, des règles de droit et de comportement qui assurent l'intégrité et l'équilibre des deux domaines. Le domaine non lucratif est dicté par la similarité et la sympathie, menant à la coopération entre les membres de la communauté. Le marché, par contre, est dicté par la diversité, ce qui mène à la spécialisation et au commerce. Le principe de Fraternité est assez riche pour permettre les deux : la similarité et la diversité, mais en cas de conflit, la priorité est nettement accordée à la similarité et à la compassion. Nous avons vu comment la *Zakat*, l'interdiction de l'*Israf*, du *Riba* et du *Gharar*, agissent pour réaliser ces objectifs. Non seulement cela renforce l'intégrité et la stabilité sociales, mais cela améliore la création de richesses et, plus important encore, renforce le bonheur au sein de la communauté.

Références

- Afonso, A. et C. Rault (2007) "What Do We Really Know About Fiscal Sustainability in the EU?" European Central Bank, Working Paper no. 820..
- Al-Suwailem, Sami (2006) "Hedging in Islamic Finance" Occasional Paper No. 10, IRTI/IDB, Djeddah: pp.150.
- Al-Suwailem Sami (2008) "Islamic Economics in a Complex World: Extrapolations in Agent-based Simulation" Research Paper, IRTI/IDB, Djeddah, pp. 149.
- Barabasi, A.-L. (2002) *Linked: The New Science of Networks*, Perseus, Cambridge, MA.
- Blanchard, O. et S. Fischer (1989) *Lectures on Macroeconomics*, MIT Press.
- Camerer, C. (2003) *Behavioral Game Theory*, Princeton University Press.
- Chapra, M.U. (1992) *Islam and The Economic Challenge*, The Islamic Foundation.
- Cooper, R. (1999) *Coordination Games: Complementarities and Macroeconomics*, Cambridge University Press.
- Daly, H. (1996) *Beyond Growth: The Economics of Sustainable Development*, Beacon Press.
- Frank, R. (1999) *Luxury Fever*, Princeton University Press.
- Gardner, R. (1995) *Game Theory for Business and Economics*, John Wiley & Sons.
- Gibbons, R. (1992) *Game Theory for Applied Economists*, Princeton University Press.
- Heap, S. Hargreaves et Y. Varoufakis (1995) *Game Theory: A Critical Introduction*, Routledge.
- Hildenbrand, W. et A.P. Kirman (1988) *Equilibrium Analysis*, North-Holland.
- Hoff, K. and J. Stiglitz (2001) "Modern Economic Theory and Development," dans eds. G. Meier et J. E. Stiglitz. *Frontiers of Development Economics: The Future in Perspective*, Oxford University Press, pp. 389-485.
- Idris, J.S. (2008). Personal communications. 22 mai.
- Kollock, P. (1998) "Social Dilemmas: The Anatomy of Cooperation," Annual Review of Sociology, vol. 24, pp. 183-214.
- Lane, R. (2000) *The Loss of Happiness in Market Democracies*, Yale University Press.
- Layard, R. (2005) *Happiness: Lessons from a New Science*, Penguin Books.
- Matsuyama, K. (1998) "Economic Development as Coordination Problems," dans les eds.
- M. Aoki, H. Kim, et M. Okuno-Fujiwara (1998) *The Role of Government in East Asian Development*, Comparative Institutional Analysis, Oxford University Press, pp. 134-161.
- Minsky, H. (1982) Can "It" Happen Again? M.E. Sharpe Inc.
- Myerson, R. (2004) "Justice, Institutions, and Multiple Equilibria" Chicago Journal of International Law, vol. 5, pp. 91-107.
- Ochs, J. (1995) "Coordination Problems," dans les eds. J. Kagel et A. Roth., Handbook of Experimental Economics, Princeton University Press, pp. 195-251.
- Partnoy, F. (2003) *Infectious Greed: How Deceit and Risk Corrupted the Financial Markets*, Henry Holt and Company.
- Poundstone, W. (1992) *Prisoner's Dilemma*, Anchor Books.

- Rapoport, A. (1960) *Fights, Games, and Debates*, University of Michigan.
- Schelling, T. (1980) *The Strategy of Conflict*, Harvard University Press. Thurow, L. (1980) *The Zero-Sum Society: Distribution and Possibilities for Economic Change*, Basic Books.
- Wilson, J.Q. (1997) *The Moral Sense*, Free Press.